



## Les ingénieurs veulent revaloriser leur métier

*Malgré un taux d'emploi élevé, ils doivent renforcer leurs compétences face à la concurrence mondiale.*

CAROLINE BEYER  
ET CHRISTINE LAGOUTTE

**EMPLOI** Élection présidentielle rime avec livres blancs. Cette année les ingénieurs se mobilisent en force auprès des candidats, avec pas moins de trois contributions au débat sur l'avenir de leur filière. « *La France n'aime plus son industrie, qui ne représente plus que 16 % du PIB contre 22 % en 1998* », souligne l'ISAE Executive Club, un collectif de 100 cadres dirigeants et chefs d'entreprise, qui entend redonner ses lettres de noblesse au métier d'ingénieur via douze propositions.

Pour leur part le Conseil national des ingénieurs et scientifiques de France (CNISF) et la Conférence des directeurs des écoles françaises d'ingénieurs (CDEFI) ont présenté chacun 40 mesures. Leur fil rouge ? Contribuer à la réflexion sur la réindustrialisation de la France (depuis 2009, quelque 880 sites ont mis la clé sous la porte sur le territoire et 100 000 emplois industriels ont été détruits), améliorer l'innovation et la recherche ou encore, dans un contexte de mondialisation de l'enseignement, donner une taille critique aux établissements de formation.

« *Il est par exemple essentiel de faire émerger 3 à 5 grands établissements technologiques en France,*

*partageant une communauté d'intérêts, sur le modèle de ce qui existe chez nos partenaires étrangers, allemands ou américains* », rappelle Christian Lermينياux, président de la CDEFI (qui regroupe 200 écoles d'ingénieurs). L'un de ses fers de lance est de rapprocher la recherche des écoles d'ingénieurs de l'économie et de l'industrie. Il milite afin que davantage d'ingénieurs doctorants soient recrutés par les entreprises, ce qui renforcera « *l'adossement des écoles au monde industriel* ». Cette politique passe par la création « *d'un parcours ingénierie pour l'entreprise* » réservé aux thésards.

### **Doubler la dépense de formation par étudiant**

La Conférence des directeurs des écoles françaises d'ingénieurs appelle également de ses vœux un « *plan de financement sur 10 ans de l'enseignement supérieur et de la recherche* » qui permettra aux établissements français de faire jeu égal avec la concurrence étrangère. « *Ce plan devra entériner la nécessité de doubler la dépense annuelle de formation par étudiant* », insiste Christian Lermينياux, qui propose un système inspiré du « *pantouflage* » dans la fonction publique, soit un financement de la formation de l'étudiant par une entreprise, en échange de son engagement à travailler pour cette



dernière une fois son diplôme en poche.

Pour Julien Roitman, président du CNISF, « il faut que les ingénieurs s'expriment. C'est un corps social relativement silencieux, vers lequel on se tourne en cas de catastrophes et d'accidents. Il est aberrant qu'ils ne soient pas présents dans les endroits où se prennent les décisions. »

L'une de ses préoccupations porte également sur le rôle des PME-PMI dans l'économie. Leurs

success stories « montrent que c'est souvent dans des niches qu'on atteint la réussite, en dépit de la concurrence internationale ». Il propose donc de « leur ouvrir un accès privilégié aux retombées brevets des grands groupes et à des financements appropriés ». Un souci partagé par les membres de l'ISAE Executive, selon lesquels il est aujourd'hui « urgent que les PME retrouvent un accès aux grands groupes, ce qui est de moins en moins le cas ». ■

**La Conférence des directeurs des écoles françaises d'ingénieurs prône un financement de la formation de l'étudiant par une entreprise, en échange de son engagement à travailler pour cette dernière une fois diplômé.** GHERDOUSSI PATRICK/MAXPPP